

**Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!  
Guerre populaire jusqu'au communisme!**

---

## **LE GOUVERNEMENT INDIEN USE DE L'ECRAN DE FUMÉE DE "L'ACCEPTATION EN BLOC DES PROPOSITIONS DE COLOMBO" POUR REFUSER LA NÉGOCIATION**

**Éditorial du Renmin Ribao  
du 13 octobre 1963**

Dans une note adressée le 6 septembre au gouvernement chinois, le Ministère indien des Affaires Extérieures a réitéré les "mesures constructives" formulées dans sa note du 3 avril, mesures qui, selon lui, s'imposent pour trouver une solution à la question de la frontière sino-indienne, reprenant ainsi la vieille rengaine de "l'acceptation sans réserve des propositions de Colombo" par la Chine.

De son côté, le Premier Ministre Nehru a déclaré hypocritement, ces derniers temps, que son gouvernement "laissait les portes grandes ouvertes au règlement pacifique des divergences", sans toutefois démentir de la condition préalable qu'il a posée en

exigeant de la Chine une "acceptation en bloc des propositions de Colombo".

De toute évidence, le gouvernement indien cherche, en se retranchant derrière cet écran de fumée, à induire l'opinion mondiale en erreur afin de pouvoir continuer à refuser la négociation et créer une nouvelle tension à la frontière sino-indienne.

Par sa note du 9 octobre, le Ministère chinois des Affaires Étrangères a réfuté énergiquement toutes les déformations et diffamations contenues dans les notes indiennes au sujet de la position chinoise et a mis à nu la nature fallacieuse et le but perfide de ce que le gouvernement indien dénomme "l'acceptation en bloc".

Le gouvernement indien voudrait donner à l'opinion mondiale l'impression qu'il a accepté "en bloc" lesdites propositions tandis que le gouvernement chinois les aurait toutes repoussées, ce qui revient à dire que le refus de négocier devrait être imputé à la Chine et non à l'Inde.

Le gouvernement indien imagine son jeu fort subtil, mais les faits restent les faits et jamais le mensonge ne pourra éclipser la vérité.

Le monde entier a pu constater que le gouvernement chinois s'est invariablement prononcé pour un règlement pacifique par voie de négociation. Ce fut à leur corps défendant que les gardes-frontière chinois ripostèrent, en état de légitime défense. Et lorsque l'attaque militaire indienne fut repoussée, le gouvernement chinois prit

immédiatement, de sa propre initiative, d'importantes mesures en faveur de la paix - cessez-le-feu, retrait des troupes - pour hâter la cessation du conflit frontalier, la reprise des pourparlers et le règlement pacifique de la question de la frontière sino-indienne.

Partant de cette position conséquente, en faveur d'une solution pacifique, le gouvernement chinois a salué et soutenu les efforts déployés à la Conférence de Colombo par six pays d'Asie et d'Afrique en vue de promouvoir la négociation directe entre la Chine et l'Inde.

Le gouvernement chinois a, en principe, accepté que les propositions de Colombo soient prises pour base de futures négociations directes au sujet de la stabilisation du cessez-le-feu, de la rupture de contact entre les troupes et du règlement pacifique de la question de la frontière.

Le gouvernement chinois a répondu positivement à ces propositions non seulement en paroles mais aussi par des actes. Les mesures qu'il a adoptées à ce jour remplissent et, à certains sujets, dépassent même les exigences des propositions de Colombo. Le meilleur témoignage reste celui des faits.

**1.** La Chine a pris l'initiative d'appliquer le cessez-le-feu. Ce cessez-le-feu a donné une base à l'action médiatrice de la Conférence de Colombo.

**2.** La Chine a pris l'initiative d'opérer le retrait de ses gardes-frontière, et ceux-ci se sont retirés à 20 kilomètres

en deçà de la ligne de contrôle effectif du 7 novembre 1959; non seulement dans le secteur occidental de la frontière mais aussi dans les secteurs oriental et central. Cette mesure dépasse ce que demandaient les propositions de Colombo.

**3.** En réponse aux efforts faits par la Conférence de Colombo, la Chine a décidé, de sa propre initiative, de ne pas installer de postes de contrôle civils dans les régions donnant lieu à des contestations à propos des dispositions pour le cessez-le-feu, à savoir la région du secteur occidental qui avait été envahie par les troupes indiennes et où celles-ci avaient établi 43 points d'appui d'agression, la région de Wu-je dans le secteur central, la région de Che Dong et Longju dans le secteur oriental, et décidé, d'évacuer toutes ces régions afin de régler ce qui était en contestation par voie de négociation.

**4.** Le gouvernement chinois a pris l'initiative de libérer tous les officiers et soldats indiens faits prisonniers.

**5.** La Chine a pris l'initiative de restituer la majeure partie des armes, équipements et matériel de guerre indiens capturés. Ce que le gouvernement chinois a fait à ce jour dépasse de loin les exigences des propositions de Colombo. Le gouvernement chinois fait des réserves uniquement au sujet d'un passage d'un des six articles des propositions et pour lequel il maintient sa propre interprétation.

Il s'agit, en l'occurrence, du paragraphe 2 (c), qui stipule, au sujet du secteur occidental de la frontière sino-

indienne: "En attendant qu'une solution définitive soit apportée au différend frontalier, la région évacuée après le retrait militaire effectué par la Chine constituera une zone démilitarisée qui sera administrée par des postes civils des deux parties à établir de commun accord, sans préjuger des droits, de la présence antérieure de l'Inde et de la Chine dans cette région."

Cette stipulation est ambiguë, et il serait difficile d'éviter des interprétations différentes. Les régions évacuées par les troupes chinoises dans le secteur occidental sont toutes en territoire chinois; elles englobent les localités où les troupes indiennes, violant le statu quo à la frontière, avaient établi 43 postes d'appui d'agression. Reconnaître à l'Inde le droit d'établir dans ces localités des postes civils pour la seule raison qu'elle les avait envahies et occupées est déraisonnable et contraire au principe, unanimement reconnu par les pays de la Conférence de Colombo, du non recours à la force pour modifier le statu quo à la frontière.

Le gouvernement chinois n'a jamais caché son point de vue. Nous avons expliqué ce point de vue aux pays de la Conférence de Colombo. Et aucun de ces pays ne voit dans les réserves faites par le gouvernement chinois un rejet des propositions de Colombo. Bien au contraire, ils considèrent tous que la Chine adopte au sujet de ces propositions une attitude positive et de coopération.

Les faits montrent incontestablement qu'en vue de trouver une solution pacifique, le gouvernement chinois a, d'ores et déjà, traduit par des actes la réalisation de la

majeure partie desdites propositions. Et qu'a fait le gouvernement indien, lui qui proclame à tout bout de champ "accepter en bloc les propositions de Colombo"?

Voyons les faits. Après l'application du cessez-le-feu et le retrait des gardes-frontière chinois, les troupes indiennes ont effectué une nouvelle poussée; elles ont franchi la ligne de contrôle effectif dans les secteurs occidental, central et oriental et violé le territoire chinois.

Ces incursions et provocations ont été répétées jusqu'à trente fois depuis que la Chine a pris l'initiative de cesser le feu. Les avions indiens ne cessent de s'introduire dans l'espace aérien chinois pour effectuer des vols de reconnaissance et se livrer à des actes de provocation.

Dans le même temps, le gouvernement indien a adopté toute une série de mesures antichinoises visant à détériorer délibérément les relations entre les deux pays: sauvage persécution de ressortissants chinois respectueux des lois, suppression par la force du consulat général de Chine en Inde, restrictions imposées aux activités diplomatiques normales de l'Ambassade de Chine, prise en charge injustifiée d'une succursale en Inde de la Banque de Chine, etc.

Par ailleurs, le gouvernement indien et le Premier Ministre Nehru ne cessent d'inventer de grossiers mensonges sur "l'invasion" et les "concentrations de troupes" chinoises et continuent d'entretenir une atmosphère de guerre dans le pays.

La Conférence de Colombo avait pour but de stabiliser le cessez-le-feu, de rompre le contact entre les troupes et de promouvoir les négociations directes entre la Chine et l'Inde. Or, le comportement de l'Inde montre qu'elle s'obstine à rendre le cessez-le-feu instable, à maintenir le contact entre les forces armées et à envenimer l'atmosphère qui favoriserait les négociations directes.

Tout cela ne peut que révéler le manque total de sincérité, en ce moment, du gouvernement indien pour régler la question de la frontière sino-indienne par la négociation pacifique.

Le gouvernement indien fait semblant d'avoir accepté sans réserve et en bloc les propositions de Colombo et tient obstinément à ce que la Chine, elle aussi, les accepte sans réserve et en bloc, faute de quoi il ne peut être question de négociations. Cette position est indéfendable, elle est hypocrite.

Le gouvernement indien est évidemment en droit d'accepter en bloc les propositions de Colombo, mais sa position est tout à fait dénuée de raison lorsqu'il maintient que la Chine est tenue de les accepter intégralement si elle veut négocier. La Conférence de Colombo souhaite évidemment que ses propositions soient entièrement acceptées par les deux parties, mais jamais ses membres n'ont considéré que la Chine et l'Inde ne peuvent entamer de négociations qu'après acceptation totale de leurs propositions.

Au contraire, plus d'un pays participant a émis l'opinion que la Chine et l'Inde pourraient engager des négociations même si les propositions n'étaient acceptées que partiellement. En exigeant de la Chine une acceptation intégrale des propositions de Colombo, le gouvernement indien fait de celles-ci une sorte de sentence arbitrale prononcée par un tribunal international; cela vise délibérément à donner aux pays de la Conférence de Colombo une fonction d'arbitre alors qu'ils sont en fait des médiateurs, et entendent rester uniquement des médiateurs.

Par ailleurs, le gouvernement indien a-t-il vraiment accepté en bloc les propositions de Colombo?

Les faits nous apprennent qu'il n'en est rien. L'attitude du gouvernement indien envers les propositions de Colombo proprement dites n'est pas celle de l'acceptation sans réserve et en bloc. Après l'adoption des propositions de Colombo, le 12 décembre 1962, le gouvernement indien est resté fort longtemps sans manifester son attitude. Il disait que ces propositions n'étaient pas claires et qu'il fallait les "éclaircir".

Puis il exprima un accord de principe. Il ne fit connaître son entière acceptation des propositions de Colombo que le 14 janvier 1963, à la suite de la visite du Premier Ministre ceylanais et d'autres personnes à New Delhi et de l'élaboration d'un document prétendument destiné à éclaircir les propositions.

Reprenons les propres termes de Nehru: "Lorsque l'Inde a reçu les propositions des pays participant à la Conférence de Colombo, nous les avons examinées très soigneusement, Mais nous n'avons pas réagi immédiatement, car certaines des clauses n'étaient pas claires"; "les éclaircissements ayant rapproché ces propositions de la demande indienne relative au retour à la position du 8 septembre, l'Inde les a acceptées en bloc" (Discours du 30 janvier 1963, à l'occasion du XV<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Gandhi).

La prétendue acceptation en bloc des propositions de Colombo par le gouvernement indien signifie en fait l'acceptation de ces propositions plus les prétendus éclaircissements donnés à New Delhi. Voilà le fin mot de l'histoire. Ces prétendus éclaircissements ont été élaborés par le gouvernement indien lui-même, c'est lui qui les a rédigés en usant de son propre langage pour les présenter comme un résumé des discussions menées à New Delhi.

Des matériaux faisant autorité le prouvent. Par conséquent, ces prétendus éclaircissements sont en fait l'interprétation donnée par le gouvernement indien lui-même aux propositions de Colombo, notamment au sujet du paragraphe 2 (c).

Ces éclaircissements dénotent non seulement des différences de fond avec ceux qui furent donnés à Pékin par le Premier Ministre ceylanais, mais sont aussi très différents des dispositions initiales des propositions de Colombo. Selon celles-ci, la zone démilitarisée dans le secteur occidental devait être "administrée par des postes

civils des deux parties à établir de commun accord". Cette disposition, quoique déraisonnable, laissait encore place à un règlement négocié.

Or, en l'interprétant, le gouvernement indien l'a modifiée en lui donnant la tournure suivante: la zone démilitarisée dans le secteur occidental de la frontière sino-indienne "sera administrée par des postes civils des deux parties"; et il considère que cette disposition arbitraire "fait partie du fond des propositions de la Conférence de Colombo.

C'est sur l'emplacement, le nombre et l'importance des postes que doit porter l'accord à réaliser par les gouvernements indien et chinois".

Ainsi, il ne reste plus de marge de négociation. Le gouvernement indien maintient que les prétendus éclaircissements de New Delhi doivent être acceptés en même temps que les propositions de Colombo, en tant que document légal s'y rattachant; ce faisant, il voudrait en fait faire assumer aux pays de la Conférence de Colombo le rôle de défenseurs de l'Inde. Cela ne peut être considéré que comme une tentative du gouvernement indien d'imposer sa volonté aux autres.

Il existe des divergences entre la Chine et l'Inde au sujet des propositions de Colombo. Cependant, elles ne sont pas telles que le gouvernement indien s'évertue à le faire croire, c'est-à-dire que l'Inde aurait entièrement accepté les propositions tandis que la Chine les aurait entièrement rejetées. Or, les faits se présentent tout autrement, car la

Chine et l'Inde ont toutes deux leur interprétation au sujet des propositions de Colombo.

La Chine maintient son interprétation sans toutefois tenir pour condition préalable aux négociations l'acceptation de cette interprétation par l'Inde. Quant à l'Inde, elle présente sa propre interprétation comme un document légal de la Conférence de Colombo et maintient que la condition préalable pour entamer les négociations est l'acceptation de l'interprétation indienne par la Chine.

Nous estimons que pour autant que les deux parties soient animées d'un sincère désir de résoudre les problèmes, les divergences quant à l'interprétation 1 des propositions de Colombo pourront trouver une solution juste et équitable pour les deux parties par la négociation.

Le fait que l'Inde tient absolument à ce que la Chine accepte son interprétation signifie en fait qu'elle n'a nullement l'intention de négocier et ne désire nullement le règlement pacifique de la question de la frontière sino-indienne par voie de négociation.

La prétendue acceptation en bloc des propositions de Colombo par le gouvernement indien n'est pas sincère. C'est uniquement pour camoufler son refus de négocier et continuer à créer la tension à la frontière sino-indienne qu'il clame à cor et à cri que la Chine doit accepter en bloc les propositions de Colombo. Mais tous ceux qui respectent les faits et sont sans préjugé peuvent facilement percer à jour ce piètre artifice du gouvernement indien.

On sait que la situation à la frontière sino-indienne s'est depuis longtemps détendue à la suite de l'initiative en faveur d'un règlement pacifique prise par la Chine en appliquant le cessez-le-feu et en opérant le retrait de ses gardes-frontière.

Et quoi qu'il en soit, grâce aux efforts de la Chine, un couloir de partage, qui rompt le contact entre les forces armées, a été établi sur tout le parcours de la frontière sino-indienne; c'est là un garant important du maintien de la détente à la frontière. La Chine ne saurait en aucune façon se livrer à des provocations militaires à la frontière. La tension ne proviendra jamais du côté de la Chine.

Il est évident que la situation à la frontière sino-indienne ne saurait redevenir tendue si l'Inde cessait ses provocations militaires.

Mais de toute évidence, partant de son désir de réprimer le peuple dans le pays et de quémander l'aide de l'étranger, et aussi pour coordonner son action avec le chœur antichinois que l'impérialisme américain et les révisionnistes modernes sont en train d'intensifier, le gouvernement indien non seulement n'a pas l'intention de reprendre les pourparlers mais entend poursuivre ses activités provocatrices en vue de créer une nouvelle tension à la frontière sino-indienne.

Le Ministre indien de la Défense Chavan a admis le 9 septembre, devant le Parlement indien, que l'Inde était en train de pour suivre des préparatifs de guerre intenses et de grande envergure; que l'aide militaire des Etats-Unis

et de l'Union soviétique affluait vers l'Inde en un flot ininterrompu; que les autorités indiennes faisaient "parvenir aux troupes des premières lignes les nouveaux équipements" fournis au titre de l'aide étrangère.

Tous ces indices ne peuvent qu'appeler les gens à la vigilance devant la possibilité de nouvelles provocations militaires, encore plus graves, que pourrait déclencher le gouvernement indien à la frontière sino-indienne. Le gouvernement et le peuple chinois ne souhaitent nullement voir une nouvelle tension se produire à la frontière sino-indienne.

Nous demandons à l'Inde de cesser ses incursions et provocations à la frontière pour que la détente puisse se maintenir. Au cas où, à l'instigation des impérialistes américains et des révisionnistes modernes, le gouvernement indien, se fiant aveuglément à la force des armes, déclencherait délibérément un nouveau conflit à la frontière sino-indienne, le gouvernement chinois ferait tout d'abord connaître un tel état de choses aux pays de la Conférence de Colombo pour leur demander de s'y opposer.

La situation de cette année n'est plus celle d'il y a un an. Nous sommes convaincus que tout acte d'agression du gouvernement indien visant à déclencher à nouveau un conflit à la frontière sera sévèrement condamné par l'opinion mondiale.

La position que maintient le gouvernement chinois pour trouver une solution pacifique à la question de la

frontière sino-indienne par voie de négociation est inébranlable. Nous sommes prêts à tout moment à nous asseoir à une table de conférence avec le gouvernement indien. Mais si, pour l'instant, le gouvernement indien n'a pas encore le désir de négocier, nous pouvons aussi attendre avec patience. Nous sommes convaincus que la question de la frontière sino-indienne finira par trouver une solution pacifique, quel que soit le temps que cela demandera. Et les peuples chinois et indien vivront en termes pacifiques.